

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 2033

**14 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux Centres de service social**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

- Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, II, 1^o et 2^o;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 décembre 1985, portant règlement de son fonctionnement;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985, fixant la répartition des compétences entre les membres de l'Exécutif de la Communauté française;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;
 Vu l'urgence;
 Considérant qu'il convient d'adapter au plus tôt la réglementation relative aux Centres de service social aux nouvelles structures résultant des lois de réformes institutionnelles d'août 1980;
 Considérant les besoins particuliers des Centres de service social constitués en A.S.B.L. et non créés à l'initiative d'une union nationale ou d'une fédération de mutualités;
 Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales, de la formation et du tourisme de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 9 juillet 1987,

Arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté il faut entendre :1^o par le Ministre : le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a les Centres de service social dans ses attributions;2^o par Centre de service social : un Centre qui dispense selon les méthodes du service social professionnel, aux personnes et aux familles qui en font la demande, une aide sociale et psycho-sociale destinée à surmonter ou à améliorer les situations critiques qui entravent leur épanouissement.

Le Centre s'occupe principalement :

- des personnes isolées;
- des familles dont l'épanouissement normal est entravé par un ou plusieurs de leurs membres;
- des familles désespérées par l'absence ou la disparition d'un des membres.

Art. 2. Le Centre de service social a pour mission :

d'assurer, dans le cadre d'une communauté locale, le premier accueil de personnes et de familles qui se trouvent dans une situation critique;

d'arriver, avec les intéressés, à une formulation plus claire de leurs difficultés sociales;

de mettre les institutions et les prestations sociales à la portée des intéressés en informant et, au besoin en orientant ceux-ci vers des institutions plus spécialisées ou vers des personnes compétentes pour résoudre des situations critiques spécifiques; en intervenant auprès de ces institutions et personnes et en collaborant avec elles;

de donner aux personnes et aux familles la guidance nécessaire afin de mieux les intégrer dans leur milieu et de les faire participer d'une manière plus active à la vie de celui-ci;

de signaler aux autorités compétentes les problèmes et les lacunes qui se font jour dans la collectivité.

Art. 3. Le Ministre peut, aux conditions déterminées dans le présent arrêté, agréer les Centres de service social.**CHAPITRE II. — De l'agrément****Section Ire. — Conditions de fond****Art. 4.** Pour être agréé, le Centre de service social doit satisfaire aux conditions suivantes :1^o soit être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif qui a pour unique objet l'accomplissement de la mission définie à l'article 2, soit être créé par une union nationale ou une fédération de mutualités telles que définies par l'article 2 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;2^o employer à temps plein au moins trois professionnels qualifiés, titulaires du diplôme d'assistant(e) social(e) prévu par la loi du 12 juin 1945 ou du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) social(e) prévu par l'arrêté royal du 17 août 1957, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960, ou porteurs d'un titre déclaré équivalent en application de l'article 25, 3^o de l'arrêté royal précité, ou titulaires d'un diplôme d'études étranger déclaré équivalent.

Toutefois, deux des trois emplois à temps plein ainsi exigés peuvent être exercés par plusieurs professionnels travaillant à mi-temps. Au moins, la moitié des professionnels qualifiés du Centre doivent être titulaires du diplôme d'assistant(e) social(e);

3^o disposer d'un secrétariat central et d'un ou plusieurs bureaux de consultation;4^o assurer une permanence hebdomadaire minimale de trente heures qui peuvent être réparties entre les bureaux de consultation;5^o aux divers endroits où se tiennent les séances et les consultations, disposer de l'équipement nécessaire pour accomplir sa mission avec efficacité et discrétion. Les salles d'attente et de consultation doivent être séparées;6^o être accessible à chacun, quelle que soit son appartenance idéologique, philosophique ou religieuse;7^o avoir exercé préalablement, pendant au moins six mois, les activités visées à l'article 2, soit avec au moins un professionnel rémunéré à temps plein tel que prévu au 2^o du présent article, soit avec deux ou plusieurs de ces professionnels rémunérés à mi-temps.

Section II. — Conditions de forme

Art. 5. Le Centre de service social adresse sa demande d'agrément au Ministre sous pli recommandé en y joignant :

- 1° les actes établissant la personnalité juridique de l'organisme demandeur;
- 2° un rapport des activités du Centre pendant les six mois qui précèdent la demande;
- 3° les copies légalisées des diplômes des professionnels visés à l'article 4, 2°;
- 4° une copie des tableaux récapitulatifs des rémunérations payées.

Art. 6. L'agrément des Centres de service social est accordée ou refusée par le Ministre sur rapport de ses services d'inspection.

Cette décision est notifiée au Centre de service social intéressé par pli recommandé.

Le refus d'agrément doit être motivé. Le Centre a la faculté d'introduire une nouvelle demande lorsque les raisons du refus n'existent plus.

L'agrément est retirée si :

- les renseignements fournis en application de l'article 5 se révèlent inexacts;
- le Centre de service social ne remplit plus les conditions requises par le présent arrêté;
- le Centre de service social commet une irrégularité grave.

*CHAPITRE III. — De l'octroi des subventions**Section Ire. — Conditions de fond*

Art. 7. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder aux Centres de service social agréés les subventions destinées à couvrir au moins partiellement les frais de rémunération des professionnels qualifiés visés à l'article 4, 2°, et les frais de fonctionnement des Centres.

A cette fin, il détermine au moment de l'agrément et ensuite, en fonction des nécessités, le nombre de professionnels qualifiés pris en considération pour l'octroi de subventions.

§ 1er. Ces subventions consistent en :

- 1° une subvention forfaitaire annuelle de 435 000 francs par professionnel qualifié travaillant à temps plein. Pour les professionnels qualifiés travaillant à 3/4 ou 1/2 temps, le montant de ladite subvention est calculé proportionnellement à la durée de leurs prestations;

- 2° une subvention forfaitaire annuelle de fonctionnement fixée comme suit :

63 000 francs pour chacune des trois fonctions exercées à temps plein conformément aux dispositions de l'article 4, 2°;

31 500 francs pour chacun des autres professionnels qualifiés travaillant à temps plein;

23 625 francs pour chacun des autres professionnels qualifiés travaillant à 3/4 temps;

15 750 francs pour chacun des autres professionnels qualifiés travaillant à 1/2 temps.

Les montants servant au calcul de la subvention forfaitaire annuelle de fonctionnement sont doublés pour les Centres constitués sous la forme d'une association sans but lucratif et qui, en raison de leur organisation, ne peuvent être considérés comme appartenant à une union nationale ou à une fédération de mutualités visées par l'article 2 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

§ 2. Les montants mentionnés au § 1er du présent article sont calculés sur base de l'indice pivot 170,61 (rang 20) de l'indice des prix à la consommation.

Au 1er janvier de chaque année, ces montants seront calculés à nouveau en les affectant du coefficient 1,02ⁿ, n représentant le rang de l'indice pivot atteint. Pour les montants ainsi obtenus, les fractions de franc sont supprimées.

Art. 8. Le Ministre peut accorder aux Centres agréés des avances dont la hauteur ne peut dépasser 80 p.c. du montant des subventions prévues pour l'exercice en cours.

Ces avances, calculées sur base des données produites conformément aux dispositions de l'article 9, sont liquidées par tranches trimestrielles de 20 p.c. maximum.

Section II. — Conditions de forme

Art. 9. Les Centres sont tenus de :

- 1° introduire chaque année une demande, conformément aux directives arrêtées par le Ministre;
- 2° informer immédiatement le Ministre, sous pli recommandé, de toutes les modifications apportées aux statuts et l'effectif du Centre;
- 3° tenir une comptabilité spécifique lorsqu'ils ne sont pas constitués sous forme d'A.S.B.L.;
- 4° se soumettre au contrôle effectué en la matière par les services ministériels compétents sur base notamment du journal tenu à jour et donnant une description concise du travail du personnel;
- 5° présenter chaque année au Ministre, avant le 1er avril qui suit la fin de l'exercice les documents suivants concernant l'activité du Centre de service social :
 - a) un rapport annuel d'activité;
 - b) un compte annuel des recettes et des dépenses approuvé par les organes compétents, ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice suivant, l'exercice étant l'année civile;
 - c) une copie des fiches de salaires des professionnels qualifiés susceptibles de donner lieu à l'octroi d'une subvention.

CHAPITRE IV. — Des obligations des Centres de service social

Art. 10. Les fonctionnaires et les membres du service d'inspection désignés par le Ministre pour assurer le contrôle des Centres agréés en vertu du présent arrêté ont libre accès aux locaux et toutes les facilités doivent leur être accordées pour le contrôle de tous les documents administratifs.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 11. Les Centres de service social agréés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputés agréés conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 12. L'arrêté royal du 14 décembre 1970 déterminant pour la Région wallonne les règles d'agrégation des Centres de service social et d'octroi de subventions à ces Centres est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1988

Bruxelles, le 14 septembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,
E. POULLET

Le Ministre-Président de l'Exécutif chargé du Budget,
Ph. MONFILS

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 2033

14 SEPTEMBER 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de regels voor de erkenning en voor de toekenning van toelagen aan de Centra voor maatschappelijk werk

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 1^o en 2^o;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 december 1985 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de leden van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de reglementering betreffende de Centra voor maatschappelijk werk zo spoedig mogelijk dient te worden aangepast aan de nieuwe structuren voortvloeiend uit de wetten tot hervorming der instellingen van augustus 1980;

Overwegende de bijzondere behoeften van de Centra voor maatschappelijk werk opgericht onder de vorm van een V.Z.W. en niet opgericht op initiatief van een landsbond of van een verbond van ziekenfondsen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme en gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 juli 1987,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan :

1^o onder de Minister : de Minister-Lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de Centra voor maatschappelijk werk behoren;

2^o onder Centrum voor maatschappelijk werk : een centrum dat, volgens de methoden van het maatschappelijk werk van beroep, aan de personen en de gezinnen die erom verzoeken, sociale en psycho-sociale hulp biedt met het doel de noodsituaties die hun ontwikkeling belemmeren de baas te worden of te verbeteren.

Het Centrum draagt vooral zorg voor :

- alleenstaande personen;
- gezinnen die in hun normale ontwikkeling belemmerd worden door één of meer van hun leden;
- gezinnen die van streek zijn door de afwezigheid of het wegvallen van één van de leden.

Art. 2. Het Centrum voor maatschappelijk werk heeft als opdracht :

binnen een plaatselijke gemeenschap in te staan voor de eerste opvang van personen en gezinnen die in een noodsituatie verkeren;

samen met de betrokkenen erin slagen om hun sociale moeilijkheden duidelijker te formuleren;

de sociale instellingen en voorzieningen door informatie in het gezichtsveld te brengen van de betrokkenen en deze zo nodig te verwijzen naar meer gespecialiseerde instellingen of naar personen die ervoor bevoegd zijn specifieke noodsituaties uit de weg te ruimen;

door bemiddeling bij deze instellingen en personen en door samenwerking met hen;

personen en gezinnen in zover nodig te begeleiden met het doel hen beter te integreren in hun leefmilieu en meer actief te doen deelnemen aan het leven van dit milieu;

de bevoegde instanties opmerkzaam te maken op de problemen en gebreken in de samenleving.

Art. 3. De Minister kan de Centra voor maatschappelijk werk erkennen onder de voorwaarden bepaald bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Over de erkenning**Afdeling I. — Grondvoorwaarden*

Art. 4. Om erkend te worden moet het Centrum voor maatschappelijk werk aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° hetzij de vorm hebben aangenomen van een vereniging zonder winstoogmerk, die de in artikel 2 bepaalde opdracht als uitsluitende doelstelling heeft, hetzij opgericht zijn door een landsbond of een verbond van ziekenfondsen zoals bedoeld bij artikel 2 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

2° ten minste drie geschoolde beroepskrachten met voltijdse prestaties in dienst hebben die houder zijn van een diploma van maatschappelijke assistent(e) voorzien bij de wet van 12 juni 1945 of van een diploma van gegradeerde socia(a)l(e) verple(e)g(st)er voorzien bij het koninklijk besluit van 17 augustus 1957, gewijzigd door het koninklijk besluit van 11 juli 1960, of houder van een titel die in toepassing van artikel 25, 3°, van bovenvermeld besluit hiermee gelijkwaardig werd verklaard, of titularis zijn van een hiermee gelijkwaardig verklaard buitenlands diploma.

Nochtans mogen twee van de drie vereiste voltijdse betrekkingen uitgeoefend worden door meerdere halftijds tewerkgestelde beroepskrachten. Ten minste de helft van de tewerkgestelde geschoolde beroepskrachten van het Centrum moet houder zijn van een diploma van maatschappelijk assistent(e);

3° over een centraal secretariaat en één of meerdere consultatiebureaus beschikken;

4° voor een permanente aanwezigheid instaan van minstens dertig uren per week die over verschillende consultatiebureaus mogen verdeeld worden;

5° op de verschillende plaatsen waar de zittingen en raadplegingen plaatsvinden over een voldoende uitrusting beschikken om zijn opdracht doelmatig en discreet te volbrengen. De wachtkamer en de spreekkamer dienen van elkaar gescheiden te zijn;

6° open staan voor alle personen ongeacht hun ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging;

7° vooraf gedurende ten minste zes maanden de in artikel 2 bepaalde activiteiten uitgeoefend hebben, hetzij met ten minste één voltijds bezoldigde beroepskracht zoals bepaald in 2° van dit artikel, hetzij met twee of meerdere halftijds bezoldigden van deze beroepskrachten.

Afdeling II. — Vormvoorwaarden

Art. 5. Het Centrum voor maatschappelijk werk dient zijn aanvraag om erkenning in bij de Minister door middel van een aangetekende brief, met bijvoeging van :

1° stukken waaruit de rechtspersoonlijkheid van de aanvragende instelling blijkt;

2° een verslag over de werkzaamheden van het Centrum tijdens de zes maanden die de aanvraag voorafgaan;

3° de gelegaliseerde afschriften van de diploma's van de beroepskrachten bedoeld bij artikel 4, 2°;

4° een afschrift van de samenvattende opgave van de uitbetaalde bezoldigingen.

Art. 6. De erkenning van de Centra voor maatschappelijk werk wordt door de Minister toegekend of geweigerd op basis van een verslag van zijn inspectiediensten.

Deze beslissing wordt aan het betrokken Centrum voor maatschappelijk werk betekend bij aangetekende brief.

De weigering van de erkenning moet met redenen omkleed zijn. Het Centrum heeft het recht een nieuwe aanvraag in te dienen wanneer de redenen voor de weigering niet meer bestaan.

De erkenning wordt ingetrokken indien :

de ter toepassing van artikel 5 verstrekte inlichtingen onjuist blijken te zijn;

het Centrum voor maatschappelijk werk niet meer aan de in dit besluit gestelde voorwaarden voldoet;

het Centrum voor maatschappelijk werk een ernstige onregelmatigheid begaat.

HOOFDSTUK III. — *Over de toekenning van de toelagen**Afdeling I. — Grondvoorwaarden*

Art. 7. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister aan de erkende Centra voor maatschappelijk werk toelagen toekennen die bestemd zijn om, althans gedeeltelijk, de loonkosten van de geschoolde beroepskrachten bedoeld in artikel 4, 2°, en de werkingskosten van de Centra, althans gedeeltelijk, te dekken.

Daarom bepaalt hij op het ogenblik van de erkenning en daarna, naar gelang van de behoeften, het aantal geschoolde beroepskrachten waarmee rekening wordt gehouden voor het toekennen van de toelagen.

§ 1. Deze toelagen bestaan uit :

1° een jaarlijkse forfaitaire toelage van 435 000 frank per geschoolde beroepskracht met volledige dagtaak.

Voor de geschoolde beroepskrachten met 3/4 of 1/2 dagtaak staat het bedrag van de toelage in verhouding tot de duur van hun prestaties;

2° een jaarlijkse forfaitaire werkingstoelage die vastgesteld wordt als volgt :

63 000 frank voor elk van de drie voltijds uitgeoefende ambten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, 2°;

31 500 frank voor elk van de andere geschoolde beroepskrachten met volledige dagtaak;

23 625 frank voor elk van de andere geschoolde beroepskrachten met 3/4 dagtaak;

15 750 frank voor elk van de andere geschoolde beroepskrachten met halve dagtaak.

De bedragen die dienen voor de berekening van de jaarlijkse forfaitaire werkingstoelage worden verdubbeld voor de Centra die de vorm van een vennootschap zonder winstoogmerk hebben aangenomen en die wegens hun organisatie niet kunnen worden beschouwd als toebehorend tot een landsbond of tot een verbond van ziekenfondsen bepaald bij artikel 2 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

§ 2. De bedragen vermeld in § 1 van dit artikel worden berekend op grond van de spilindex 170,61 (rang 29) van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Op 1 januari van elk jaar zullen deze bedragen opnieuw berekend worden door de coëfficiënt 1,02ⁿ erop toe te passen; n vertegenwoordigt de rang van de bereikte spilindex. Voor de aldus verkregen bedragen worden de frankgedeelten weggelaten.

Art. 8. De Minister kan aan de erkende Centra voorschotten toekennen waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan 80 pct. van het bedrag van de te voorziene toelagen voor het lopende jaar.

Deze voorschotten, berekend op grond van de bepalingen verstrekt bij toepassing van artikel 9 worden verevend met trimestriële schijven van maximum 20 pct.

Afdeling II. — Vormvoorwaarden

Art. 9. De Centra zijn ertoe gehouden :

1° ieder jaar een aanvraag in te dienen overeenkomstig de richtlijnen die hieromtrent door de Minister worden vastgesteld;

2° alle wijzigingen van de statuten en van de personeelsbezetting van het Centrum onmiddellijk, bij aangetekend schrijven, ter kennis te brengen aan de Minister;

3° een specifieke boekhouding te houden wanneer ze niet onder vorm van een V.Z.W. opgericht zijn;

4° zich te onderwerpen aan de controle ter zake van de daartoe bevoegde ministeriële diensten die inzonderheid uitgeoefend wordt op grond van het bijgehouden dagboek met beknopte omschrijving van het werk van het personeel;

5° ieder jaar, vóór 1 april van het jaar dat volgt op het dienstjaar, volgende bescheiden betreffende de werking van het Centrum voor maatschappelijk werk aan de Minister mee te delen :

a) een jaarverslag betreffende de activiteiten;

b) een jaarlijkse staat van inkomsten en uitgaven, goedgekeurd door de bevoegde organen alsook een begrotingsontwerp voor het volgende werkingsjaar, welk jaar het burgerlijk jaar is;

c) een afschrift van de loonkaarten van de geschoolde beroepskrachten die in aanmerking komen voor de toekenning van een toelage.

HOOFDSTUK IV. — Over de verplichtingen van de Centra voor maatschappelijk werk

Art. 10. De ambtenaren en de leden van de inspectiedienst die door de Minister zijn aangewezen om toezicht te houden over de krachtens dit besluit erkende centra, hebben vrije toegang tot de lokalen en de nodige faciliteiten moeten hen worden toegestaan voor het toezicht op alle administratieve stukken.

HOOFDSTUK V. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 11. De Centra voor maatschappelijk werk die erkend werden vóór het inwerkingtreden van dit besluit worden geacht erkend te zijn overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 14 december 1978 tot bepaling, voor het Waalse Gewest, van de regels voor de erkenning van Centra voor maatschappelijk werk en voor de betoelaging van die Centra, wordt ingetrokken.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1988.

Brussel, 14 september 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. Poullet

De Minister-Voorzitter van de Executieve belast met de Begroting,

Ph. Monfils

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

19 OCTOBRE 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 1987 portant nomination, renouvellement de mandat et démission des membres des commissions instituées par la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel;

Vu l'arrêté royal du 26 janvier 1965 réglant l'organisation et le fonctionnement des commissions d'agrément et d'appel ainsi que la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen des demandes tendant à l'obtention du titre de journaliste professionnel modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 1975;

Vu l'arrêté royal du 8 septembre 1979 modifiant l'arrêté royal du 26 janvier 1965 réglant l'organisation et le fonctionnement des commissions d'agrément et d'appel ainsi que la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen des demandes tendant à l'obtention du titre de journaliste professionnel;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1987 portant nomination, renouvellement de mandat et démission des membres des commissions instituées par la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel;

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

19 OKTOBER 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 1987 houdende benoeming, hernieuwing van mandaat en ontslag van de leden der commissies ingesteld bij de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 januari 1965 tot vaststelling van de organisatie en de werkwijze van de erkenningscommissie en van de commissie van beroep, alsook van de procedure voor de indiening en het onderzoek van aanvragen ter verkrijging van de titel van beroepsjournalist, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 november 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 september 1979 tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 januari 1965 tot vaststelling van de organisatie en de werkwijze van de erkenningscommissie en van de commissie van beroep, alsook van de procedure voor de indiening en het onderzoek van aanvragen ter verkrijging van de titel van beroepsjournalist;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1987 houdende benoeming, hernieuwing van mandaat en ontslag van de leden der commissies ingesteld bij de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist,